

## **Raphaële PARIZOT**

Maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

[rparizot@hotmail.com](mailto:rparizot@hotmail.com)

### ***Formation et carrière universitaires***

- Maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon – Sorbonne (depuis septembre 2007).
- Docteur en droit : thèse en cotutelle réalisée entre les Universités Paris I Panthéon-Sorbonne et Ferrare sur *La responsabilité pénale à l'épreuve de la criminalité organisée. Le cas symptomatique de l'association de malfaiteurs et du blanchiment en France et en Italie*, soutenue à Paris le 12 décembre 2006.
- ATER à l'Université Paris I Panthéon – Sorbonne (2004-2006).
- Allocataire-moniteur à l'Université Paris I Panthéon – Sorbonne (2001-2004).
- Diplôme d'Etudes Approfondies de Droit pénal et Politique criminelle en Europe (2001) – Université Paris I Panthéon – Sorbonne.
- Diplôme Universitaire de Sciences Criminelles (2000) – Université de Poitiers.
- Maîtrise de Droit privé (2000) – Universités de Poitiers et de Bologne (Erasmus).

### ***Activités universitaires***

- Enseignements à l'Université Paris I Panthéon – Sorbonne (2007-2008) :
  - Cours de droit pénal (Capacité, Master 2 *Personne et droit*, Master 2 *Droit de la sécurité sanitaire et alimentaire*).
  - Séminaire sur le droit européen et le procès équitable (Master 2 *Droit pénal et politique criminelle en Europe*).
  - Conférences à l'Institut d'études judiciaires de Paris I sur l'actualité pénale et le procès équitable.
- Déléguée de l'UFR de droit des affaires (UFR 05) aux relations internationales (2007-2008).
- Responsable de l'équipe Paris I au Concours européen des droits de l'homme René Cassin (2003,2008).

- Travaux dirigés (2001-2006) : droit pénal général, procédure pénale, droit judiciaire privé, droit des obligations.
- Intervenante pour une session de formation de juges et procureurs afghans sur les principes du procès équitable (Institut International de Paris La Défense, le 15 février 2005).

### *Activités de recherche*

- Secrétaire générale des *Archives de politique criminelle* dirigées par Christine LAZERGES.
- Membre de l'Association de recherches pénales européennes (ARPE) présidée par Geneviève GIUDICELLI-DELAGE : contribution à la lettre d'information, participation à un projet de recherche en cours sur « Cour de justice et justice pénale – Nouveaux équilibres au sein de l'Union européenne ».
- Membre de l'UMR de droit comparé de Paris : participation à divers projets de recherche publiés ou à paraître sous la forme d'ouvrages collectifs (voir ci-dessous).
- Membre du secrétariat de rédaction de la *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* dirigée par Mireille DELMAS-MARTY (2001-2002).

### *Travaux*

#### **Thèse de doctorat**

\* *La responsabilité pénale à l'épreuve de la criminalité organisée. Le cas symptomatique de l'association de malfaiteurs et du blanchiment en France et en Italie*, Paris, 2006, 497 p.

#### **Participations à des ouvrages collectifs**

\* « Vers une action pénale partagée ? », in *La victime sur la scène pénale en Europe*, dir. Geneviève GIUDICELLI-DELAGE et Christine LAZERGES, Paris, PUF, à paraître.

\* « Au nom de l'indépendance : le ministère public en Italie », in *Figures du parquet*, dir. Christine LAZERGES, Paris, PUF, 2006, p. 105-121.

\* « La participation des acteurs publics et privés du procès pénal à la recherche de la vérité », avec Lionel ASCENCI, in *Les transformations de l'administration de la preuve pénale : perspectives comparées*, dir. Geneviève GIUDICELLI-DELAGE, Paris, Société de législation comparée, 2006, p. 81-91.

\* « La preuve technologique : interceptions et surveillances », avec Dimitri GIANNOULOPOULOS, in *Les transformations de l'administration de la preuve pénale : perspectives comparées*, dir. Geneviève GIUDICELLI-DELAGE, Paris, Société de législation comparée, 2006, p. 245-289.

\* « Legality », in *International criminal practice*, dir. John R.W.D. JONES et Steven POWLES, Oxford University Press, 3<sup>e</sup> édition, 2003, p. 400-407.

### **Articles**

\* « La nouvelle procédure italienne en matière de renvoi pour *legittimo sospetto* », *RSC*, 2003, p. 198-199.

\* « Les tribunaux pénaux internationaux », *Regards sur l'actualité*, n°278, février 2002, La documentation Française, p. 25-34.

### **Comptes-rendus d'ouvrages**

\* Gabriele FORNASARI et Antonia MENGHINI, *Percorsi europei di diritto penale*, Padova, CEDAM, 2005, *RSC*, 2007, p. 697-698.

\* Giacomo OBERTO, *Recrutement et formation des magistrats en Europe*, Strasbourg, 2003, *RSC*, 2004, p. 231-232.

\* Marie-Aude BEERNAERT, *Repentis et collaborateurs de justice dans le système pénal : analyse comparée et critique*, Bruxelles, Bruylant, 2002, *RSC*, 2003, p. 952-953.

\* Stefano MANACORDA (dir.), *L'infraction d'organisation criminelle en Europe (Allemagne, Espagne, France, Italie, Union européenne)*, Paris, PUF, 2002, *RSC*, 2003, p. 688-690.

\* Daniel FONTANAUD, *La criminalité organisée*, Paris, La documentation française, 2002, *RSC*, 2003, p. 463-465.

\* Paolo TONINI (cur.), *Giusto processo. Nuove norme sulla formazione e valutazione della prova (legge 1° marzo 2001, n. 63)*, Padova, CEDAM, 2001, *RSC*, 2002, p. 455-457.

### **Comptes-rendus de colloques**

\* *Pour une relance du projet européen : exigences de protection des intérêts communautaires et nouvelles stratégies d'intégration pénale dans l'attente de la Constitution pour l'Europe*, Catane, les 24, 25 et 26 mai 2007, *RSC*, 2007, p. 681-682.

\* *La lutte contre la corruption et la fraude au sein de l'Union européenne : nouvelles approches du respect et de l'application de la loi*, Trèves, les 1<sup>er</sup> et 2 février 2007, *RSC*, 2007, p. 431-432.

\* *Les dispositions de la loi du 15 juin 2000 sur la présomption d'innocence. Deux années d'application*, Poitiers, le 15 juin 2002, *RSC*, 2002, p. 920-923.

\* *Criminalité financière contre bien public, à l'initiative de l'association Bien Public à l'Echelle Mondiale*, Paris, le 29 novembre 2001, *RSC*, 2002, p. 190-193.

### **Traductions** (italien – français)

\* Francesco PALAZZO, « Charte européenne des droits fondamentaux et droit pénal », *RSC*, 2008, à paraître.

\* Alessandro BERNARDI,

- « Le rôle du troisième pilier dans l'eupéanisation du droit pénal. Un bilan synthétique à la veille de la réforme des traités », *RSC*, 2007, p. 713-737.

- « Ombres et lumières de la politique criminelle italienne dans l'ère de l'urgence perpétuelle », *Déviante et société*, 2004, p. 439-461.

- « Droit italien (octobre 2001 – février 2004) », *RSC*, 2004, p. 494-501.

- « Entre la pyramide et le réseau: les effets de l'eupéanisation du droit sur le système pénal », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2004, p. 1-48.

- « L'eupéanisation de la science pénale », *APC*, 2004, p. 5-36.

- « Stratégies pour une harmonisation des systèmes pénaux européens », *APC*, 2002, p. 195-233.

\* Alessandro BERNARDI et Emanuela GUERRA, « Rapports nationaux : Italie », in *L'harmonisation des sanctions pénales en Europe*, dir. Mireille DELMAS-MARTY, Geneviève GIUDICELLI-DELAGE, Elisabeth LAMBERT-ABDELGAWAD, Paris, Société de législation comparée, 2003, p. 99-121.

\* Geneviève GIUDICELLI-DELAGE (dir.), *Droit pénal des affaires en Europe*, Paris, PUF, 2006, 530 p., chapitre sur l'Italie, avec Giulietta GAMBERINI.